internationale et risquent de contrarier les efforts déployés pour atteindre les buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement, et de rendre compte de façon appropriée de cette analyse dans l'*Etude sur l'économie mondiale* et autres documents à établir aux fins de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement.

113^e séance plénière
20 décembre 1982

37/204. Examen de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale, qui ont jeté les bases du nouvel ordre économique international,

Tenant compte de l'article 34 de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et de la résolution 3486 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1975, concernant l'examen de l'application de la Charte,

Ayant à l'esprit l'importance des principes énoncés dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et le rapport étroit qui existe entre la Charte et la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

Consciente que la mise en route immédiate et le succès des négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement contribueront de façon importante à la solution des problèmes économiques internationaux dans le cadre de la restructuration des relations économiques internationales, ainsi qu'à la régularité du développement mondial, en particulier de celui des pays en développement,

1. Décide de procéder lors de sa trente-neuvième session, à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, à un examen détaillé de son application, comme il est prévu à l'article 34 de ce document;

2. Prie le Secrétaire général d'établir un rapport sur l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, sur la base des informations fournies par les gouvernements ainsi que par les organisations intergouvernementales intéressées, et de le présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1984;

3. Demande à tous les Etats Membres de collaborer avec le Secrétaire général à l'établissement du rapport demandé au paragraphe 2 ci-dessus;

4. Invite tous les Etats Membres à participer activement à l'examen de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, qui doit être entrepris en 1984;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session une question intitulée "Examen de l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats".

113^e séance plénière
20 décembre 1982

37/205. Problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés étrangers

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 32/160 du 19 décembre 1977, dans laquelle elle a rappelé la résolution 2097 (LXIII) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1977, et proclamé la période 1978-1988 Décennie des transports et des communications en Afrique,

Rappelant également ses résolutions 34/193 du 19 décembre 1979, 35/59 du 5 décembre 1980 et 36/139 du 16 décembre 1981, relatives aux problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés étrangers,

Rappelant la résolution 110 (V) adoptée le 3 juin 1979 par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa cinquième session, tenue à Manille du 7 mai au 3 juin 1979⁸⁶,

Rappelant également la décision 249 (LXIII) et la résolution 1981/68 du Conseil économique et social, en date des 25 juillet 1977 et 24 juillet 1981, ainsi que la résolution 293 (XIII) adoptée le 26 février 1977 par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique⁸⁷,

Prenant note de la résolution 1982/61 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1982,

Consciente du fait que, faute d'une solution durable aux problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés étrangers, le commerce extérieur de ce pays et son économie continueront d'être sérieusement touchés,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique sur les problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés étrangers⁸⁸ et des activités menées à ce jour pour chercher à résoudre les problèmes de transports et de transit du Zaïre, en particulier les mesures prises par la Commission en ce qui concerne le calendrier des activités à entreprendre;

2. Approuve l'organisation en 1983 d'une table ronde avec les pays donateurs et les institutions de financement pour les projets du Zaïre en matière de transports et de transit;

3. Lance un appel aux pays donateurs et aux institutions de financement pour qu'ils participent de façon positive à la table ronde;

⁸⁶ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cinquième session*, vol. 1: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.79.II.D.14), première partie, sect. A.

⁸⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, soixante-troisième session. Supplément n° 7*, vol. I (E/5941), troisième partie.

⁸⁸ E/1982/78.

4. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique, dans les limites des crédits déjà ouverts, les ressources nécessaires pour organiser une réunion consultative technique sous forme de table ronde avec les donateurs et pour accélérer l'application des résolutions pertinentes du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale;

5. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les problèmes particuliers du Zaïre en matière de transports, de transit et d'accès aux marchés étrangers et sur l'application de la présente résolution.

*113^e séance plénière
20 décembre 1982*

37/206. Programme d'action en faveur des pays insulaires en développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale.

Rappelant également sa résolution 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

Rappelant en outre ses résolutions 31/156 du 21 décembre 1976, 32/185 du 19 décembre 1977, 34/205 du 19 décembre 1979 et 35/61 du 5 décembre 1980, ainsi que les autres résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives aux besoins et aux problèmes particuliers des pays insulaires en développement.

Réitérant le programme d'action spécifique en faveur des pays insulaires en développement prévu dans les résolutions 98 (IV) et 111 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date des 31 mai 1976⁸⁹ et 3 juin 1979⁹⁰.

Accueillant avec satisfaction la décision 247 (XXIV) du Conseil du commerce et du développement, en date du 19 mars 1982⁹¹, par laquelle le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a été prié de présenter un rapport sur les problèmes des pays insulaires en développement pour examen par la Conférence à sa sixième session.

⁸⁹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, quatrième session*, vol. 1: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.76.II.D.10), première partie, sect. A.

⁹⁰ *Ibid.*, cinquième session, vol. 1: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.79.II.D.14), première partie, sect. A.

⁹¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 15 (A/37/15)*, vol. 1, première partie, annexe I.

Consciente que des efforts supplémentaires s'imposent pour mettre en œuvre les mesures spécifiques en faveur des pays insulaires en développement —notamment ceux qui souffrent d'handicaps imputables en particulier à leur faible superficie, à leur isolement, à de fréquentes catastrophes naturelles, à l'éparpillement de leur territoire, à leurs difficultés de transports et de communications, à leur éloignement des centres commerciaux, à la limitation de leur marché intérieur, au manque de compétences en matière de commercialisation, à la modicité de leur dotation en ressources, à leur manque de ressources naturelles, à leur forte dépendance à l'égard de quelques produits de base pour leurs recettes en devises, à la pénurie de personnel d'administration qualifié et à la lourde charge de leur dette — de manière à compenser les principaux handicaps qu'ils rencontrent dans leur processus de développement.

Accueillant avec satisfaction l'analyse des problèmes des petits pays insulaires entreprise à la réunion consacrée aux problèmes particuliers de ces pays qui s'est tenue à Alofi (Nioué) du 9 au 12 février 1982⁹².

Reconnaissant qu'un développement industriel approprié peut être essentiel au développement économique des petits pays insulaires.

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application de mesures spécifiques en faveur des pays insulaires en développement⁹³;

2. *Prend acte* de l'analyse qui figure à la section III du rapport du Secrétaire général⁹³ concernant les difficultés rencontrées par les pays insulaires en développement;

3. *Exprime sa satisfaction* à tous les Etats et aux organisations qui ont contribué à l'application des résolutions en faveur des pays insulaires en développement;

4. *Demande* à tous les Etats, organisations internationales et institutions financières d'intensifier leurs efforts pour appliquer les mesures spécifiques en faveur des pays insulaires en développement, comme il est prévu dans les résolutions 98 (IV) et 111 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que dans d'autres résolutions pertinentes;

5. *Prie* les organismes compétents des Nations Unies, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Fonds d'équipement des Nations Unies, de prendre des mesures propres à accroître leur capacité de répondre de façon positive aux besoins particuliers des pays insulaires en développement pendant la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;

6. *Prie* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'examiner, lors de sa sixième session, les progrès accomplis dans ce domaine ainsi que les mesures à prendre pour faci-

⁹² Voir A/37/196 et Corr.1, annexe.

⁹³ A/37/196 et Corr.1.